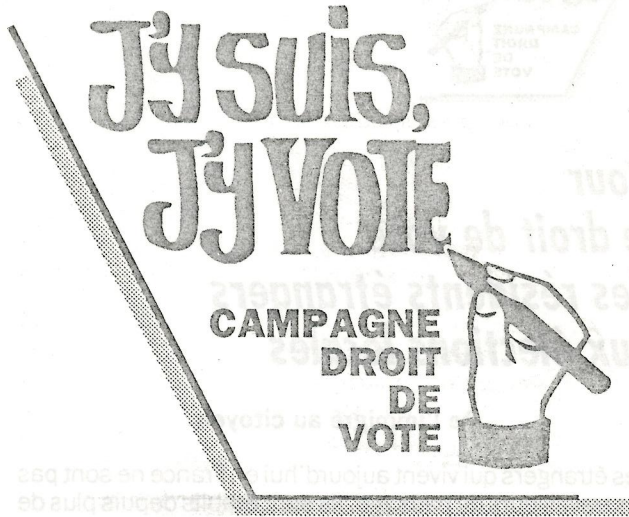


Collectif antiraciste et antifasciste de la Sarthe (CARAF)
 Collectif de pratiques et de réflexions féministes "Ruptures"
 Collectif Femmes immigrées (CFI)
 Collectif Résistance
 Comité antiraciste et pour l'égalité des droits de Choisy-le-Roy, Orly, Thiais
 Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde (CDLDH)
 Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP)
 Comité de lutte contre la répression au Maroc (CLCRM)
 Comité des travailleurs algériens
 Comité européen de défense des réfugiés et immigrés (CEDRI France)
 Comité maghrébin de Douai
 Comité mémoire fertile Chalon-sur-Saône
 Comité national d'action laïque (CNAL)
 Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays Basque (CDDHPB)
 Comité pour léguer l'esprit de la Résistance (CLER)
 Confédération française démocratique du travail (CFDT)
 Confédération nationale des radios libres (CNRL)
 Conseil des associations d'immigrés en France (CAIF)
 Coordination de l'immigration de la Sarthe (CIS)
 DAMIER
 Droit de l'homme et solidarité (DHS)
 Ecologie alternatives autogestion (EAA)
 Eurodialogues
 Européens citoyens d'Europe (ECE)
 Expressions maghrébines au féminin (EMAF)
 Fédération CFDT protection sociale, travail, emploi (CFDT PSTE)
 Fédération des associations d'immigrés espagnols en France (Federation de asociaciones de españoles emigrantes en Francia) (FAEEF)
 Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) et ASTI Valence (26), ASTI Petit-Quevilly (76), ASTI en Luth (92)
 Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)
 Fédération des élus autogestionnaires (FEA)
 Fédération de l'Éducation nationale (FEN)
 Fédération française des clubs UNESCO (FFCU)
 Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire (FGSOA)
 Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL)
 Fédération nationale Léo Lagrange (FNLL)
 Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés (FETRANI)
 France plurielle
 France terre d'asile (FTDA)
 Fraternité sans frontière
 Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI)
 Groupe de Gennevilliers Mémoire fertile
 Institut coopératif de l'école moderne (ICEM)
 Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR)
 Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)
 Jeunesse ouvrière chrétienne - Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC - JOCF)
 La Mémoire courte
 Les Nanas beurs
 Les Verts
 Ligue camerounaise des droit de l'homme et du pluralisme (LCDHP)
 Ligue communiste révolutionnaire (LCR)
 Ligue des droits de l'homme (LDH)
 Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (LFEEP)
 Melting Pot
 Mémoire fertile
 Mission populaire évangélique de France (MPEF)
 Mosaïque Finances
 Mouvement pour une alternative non-violente (MAN)
 Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL)
 Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)
 Mouvement de solidarité pour les îles du Cap Vert (MSCV)
 NEJMA
 Non-violence 82
 Nouveaux droits de l'homme
 Nouvelle action royaliste (NAR)

Office départemental des communautés étrangères (ODCE-UDAF)
 Parfum de la terre
 Paroles et pratiques sociales (PEPS)
 Parti communiste français (PCF)
 Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)
 Pour une éducation non sexiste
 Pour un syndicalisme autogestionnaire (PSA)
 Propositions pour engager la recherche d'une politique autogestionnaire, écologiste, socialiste... ensemble (PERUPAESE)
 Radio Amitié
 Radio-Beur
 Rassemblement de la communauté marocaine de Franche-Comté (RCM-ATMF)
 Rassemblement des intellectuels contre le racisme (RICA)
 Service interdiocésains des travailleurs immigrés (SITI)
 Service national de la pastorale des migrants (SNPM)
 Socialisme et autogestion
 Socialisme et judaïsme
 Socialisme international
 Solidarité Français-Migrants (SFIA)
 SOS-Racisme
 SOS-Rafoulement
 Syndicats des avocats de France (SAF)
 Syndicat CGT cours et tribunaux chancelleries conseils de Prud'hommes
 Syndicat de la magistrature (SM)
 Syndicat national de l'éducation physique (SNEP)
 Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN)
 Syndicat national des enseignants du second degré (SNES)
 Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP)
 Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général de collège (SNI-PEGC)
 Syndicat national des journalistes (SNJ)
 Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile (SNMPMI)
 Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES)
 Temps présent
 Union des associations des immigrés de Rennes (UAIR)
 Union des immigrés de l'Euro (UIE)
 Union des jeunes antifascistes et anti-impérialistes (UJAFAI)
 Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJIRE)
 Union nationale des étudiants de France (UNEF)
 Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique (UNEF-ID)
 Union pacifiste de France (UPF)
 Union rationaliste
 Union des travailleurs africains en France (UTAF)
 Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)
 Via nouvelle

Les organisations soussignées ont décidé de constituer un collectif pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. Leur objectif est d'obtenir avant la fin de la législature en cours l'adoption d'une loi permettant aux étrangers établis en France de devenir électeurs et éligibles à toutes les élections locales (communes, départements, régions). Les organisations mèneront dans ce but une campagne commune qui se traduira par des initiatives nationales et des actions locales.

Pour tout contact avec le Collectif droit de vote :
 Ligue des droits de l'homme
 27, rue Jean Dolent - 75014 Paris
 tél : 47 07 56 56



Pour
 le droit de vote
 des résidents étrangers
 aux élections locales



Pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

De l'immigré au citoyen

Les étrangers qui vivent aujourd'hui en France ne sont pas des travailleurs de passage. Ils sont établis depuis plus de dix ans, pour 80% d'entre eux ; leurs familles les y ont souvent rejoints, leurs enfants naissent dans ce pays. Comme les autres habitants, ils payent leurs cotisations sociales, leurs impôts, en particulier les impôts locaux. Or, un citoyen, c'est d'abord celui qui vit dans la cité, qui y réside et contribue à ses activités. Pourtant, en 1990, les résidents étrangers n'ont toujours pas droit de cité. Ils restent exclus de toute participation aux choix démocratiques. Le droit de vote reste réservé aux seuls Français.

Une idée qui fait son chemin

Il y a vingt ans, la participation des travailleurs dans l'entreprise était encore considérée comme un droit qu'il était impensable d'accorder aux étrangers. Pourtant, depuis lors, les immigrés sont progressivement devenus électeurs et éligibles dans les mêmes conditions que les Français, qu'il s'agisse de désigner les délégués du personnel ou les membres du comité d'entreprise. Dans d'autres domaines de la vie sociale, le droit de participer aux décisions a été peu à peu reconnu aux étrangers à égalité avec les autres usagers des services publics : caisses de Sécurité sociale, offices publics HLM, universités, lycées, collèges, écoles... Ainsi, ce qui paraissait inconcevable naguère semble aujourd'hui tout naturel. La citoyenneté sociale des étrangers a fait du chemin. Mais elle s'arrête à la porte de la mairie. C'est cette nouvelle étape qui doit être franchie aujourd'hui, celle d'une citoyenneté fondée sur la résidence.

Un besoin de démocratie

C'est au niveau local, dans la commune ou le département, que se prennent beaucoup de décisions qui concernent la vie quotidienne de la population. Le logement, l'école, les équipements collectifs : autant de problèmes concrets, partagés par tous les habitants, quelle que soit leur nationalité. C'est d'ailleurs autour de ces questions que de nombreuses associations, où se retrouvent Français et étrangers, souvent animés par des jeunes, réinventent quotidiennement la citoyenneté, en agissant au niveau du quartier ou de la ville. De cette communauté d'intérêts entre les résidents découle une exigence démocratique : le droit pour chacun de participer à l'élaboration des décisions qui le concernent. Cela signifie concrètement que soient reconnu aux étrangers, comme aux autres résidents, le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales.

Certaines municipalités ont décidé de répondre à ce besoin de démocratie. A Mons-en-Barœul en 1985, à Amiens en 1987, à Cerizay en 1989, les étrangers ont voté pour élire des représentants associés au conseil municipal. Ces initiatives ont montré qu'il était possible de faire progresser la participation des immigrés à la démocratie locale. Mais elles ne porteront leurs fruits que si elles sont rapidement étendues à beaucoup d'autres communes, afin d'accélérer l'obtention du droit de vote des étrangers aux élections locales.

Une question d'actualité

La pression de l'extrême-droite, en France et en Europe, sur le thème de l'immigration, montre l'urgence d'une réponse en termes de citoyenneté, d'une initiative en faveur de l'égalité. En effet, le racisme et la xénophobie tirent beaucoup de leur force de cette infériorité de statut qui maintient les résidents étrangers en marge de la démocratie.

D'ores et déjà, le Parlement européen s'est prononcé pour que ce droit de vote soit reconnu aux étrangers originaires de la CEE. Mais pourquoi réserver ce droit à ces seuls européens ? Rien ne justifie que ce qui sera reconnu aux Portugais ou aux Espagnols soit refusé aux Algériens ou aux Yougoslaves ou aux Suisses.

Le droit de vote des étrangers aux élections locales est déjà reconnu dans six pays européens sans aucune restriction de nationalité : l'Irlande, la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et dans deux cantons suisses.

La France a donc aujourd'hui un retard à rattraper. Plus de cent associations très diverses ont décidé d'engager une campagne commune pour le droit de vote aux élections locales de tous les résidents étrangers.

liste des signataires (fév. 90)

Accueil et promotion
Alternative Rouge et Verte (AREV) et fédération corse d'AREV
Animations spectacles populaires et interculturels (ASPIC)
Arc-en-ciel
Association 2^e G
Association arabe des droits de l'homme (ASADH)
Association culturelle des maghrébins de Sarcelles (ACMS)
Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe (ADHMA)
Association de l'immigration marocaine
Association de la communauté algérienne de la Sarthe (ACAS)
Association de solidarité avec les travailleurs de Turquie (ASTTU)
Association de soutien à l'expression des communautés d'Amiens (ASECA)
Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE)
Association des étudiants issus de l'immigration algérienne (ASSETIMA)
Association des jeunes méditerranéens en France (AJMF)
Association des jeunes phobas Paillette Nord (AJPPN)
Association des Marocains en France (AMF) et AMF Ile-de-France
Association des parents et familles (APFEF)
Association des travailleurs arabes du Mans et de la Sarthe (ATAMS)
Association des travailleurs de Turquie (AT) et ATT Paris (75), Metz (57)
Association des travailleurs du Kurdistan en France (KOMKAR)
Association des travailleurs marocains en France (ATMF) et sections ATMF de Dijon (21), Bethoncourt (25), Ile-Saint-Denis (93), Matzeville (54), Metz (57), Reims (51), Le Mans (72), Paris (75), Gennevilliers (92), Thionville (57), Saint-Avold (57), Strasbourg (67)
Association des Tunisiens en France (ATF)
Association émergence Nanterre
Association euro-arabe pour le travail et l'échange (AETE)
Association française des juristes démocrates (AFJD)
Association générale des étudiants algériens d'Aix-Marseille (AGEAM)
Association Halte aide aux femmes battues (HAFB foyer Louise Labé)
Association humanitaire genevoise d'éducation (AHGE)
Association interculturelle de production, de diffusion et de documentation audiovisuelle (AIDDA)
Association Kaléidoscope
Association maison des travailleurs immigrés de Puteaux (AMTIP)
Association nationale des étudiants en communication (INTERCOM)
Association orlysienne communale d'éducation et de prévention (ADOCEP)
Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS)
Association pour la formation contre le racisme et pour l'identité culturelle algérienne (AFRICA)
Association pour la recherche et l'animation culturelle (ARAC)
Association réflexion action prison et justice (ARAPEJ)
Association solidarité étrangers Français (ASEF)
Association texture
Association zairoise de Lille
Can'elles initiatives
CEDETIM
Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA)
Centre France-Asie
Centre d'information et d'études sur les migrations internationales (CIEMI)
Centre d'information inter peuples (CIIP)
Centre des relations internationales du Finistère (CRIF)
Centre rennais d'information pour le développement et l'information des peuples (CRIDEV)
Centre du théâtre de l'opprimé
Chrétiens pour le socialisme
CIMADE Service œcuménique d'entraide
Citoyenneté active
Civisme et démocratie (CIDEM)
Club citoyenneté et intégration (CCI)
Club Emergence Paris
Collectif antiraciste de L'Hoy-les-Roses